IMPRIMERIE - ABONNEMENT A Paris, Quai Voltaire, 31 - Affranchis

AGENCE SPÉCIALE DES ANNONCES S'adresser quai Voltaire, 31

# JOURNAL OFFICIEL

DIRECTION - REDACTION A Paris, Quai Voltaire, 31 - Afte 1901

POUR LES RÉCLAMATIONS S'adresser france à l'Imprimeur-Gérant

Un an, 40 fr. - Six mois, 20 fr. - Trois mois, 10 fr. earis et départements - Envoyer un mandat sur la poste - Affranchis On s'abonne dans tous les bureaux de poste

## DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

fr. c

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque meis loindre aux renouvellements et réclamations la dernière bande - Affranchis

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

#### SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE. - Décret relatif au dégagement gratuit, au mont-de-piété, des objets en-gagés pour une somme ne dépassant pas 20 fr.-Arrêtés : nommant un séquestre des biens des corporations réligieuses ; — défendant toute réquisition d'effets d'habillement et d'équipement appartenant aux fournisseurs. — Nomination du chef d'état-major de la flottille de la Seine. — Avis relatif à l'organisation de l'enseignement professionnel. — Remboursements aux finances opérés par la garde nationale.

PARTIE NON OFFIGIELLE. — Rapports militaires. — Ordre du jour à l'armée devant Asnières. — Avis de la direction du matériel d'artillerie. — Avis aux employés de chemins de fer et aux propriétaires de brevets d'invention. - Actes administratifs des mairies des Xe et XIe arrondissements. - Proclamation aux bataillons de la 11º légion.—Séance de la Commune.—Adresse de l'Association internationale des travailleurs de Génève à leurs frères de Paris. — Nouvelles Atrangères. - Convocations.

#### PARTIE OFFICIELLE

Paris, le 6 Mui

La Commune

DÉCRÈTE :

Art. to. Toute reconnaissance du mont-de-piété antérieure au 25 avril 1871, portant engagement d'effets d'habillement, de meubles, de linge, de livres, d'objets de literie et d'instruments de travail, ne mentionnant pas un prêt supérieur à la somme de vingt francs, pourra être dégagée gratuitement à partir du 12 mai courant. Art. 2. Les objets ci-dessus désignés ne

pourront être délivrés qu'au porteur, qu'jus-tifiera, en établissant son identité, qu'il est l'emprunteur primitif.

Art. 3. Le délégue aux finances sera chargé de s'entendre avec l'administration du mont-de-piété, tant pour ce qui concerne le règlement de l'indemnité à allouer, que pour l'exécution du présent décret.

Le membre de la Commune délégué à la

ARRÊTE :

Le citoyen Fontaine (Joseph) est nommé séquestre de tous les biens, meubles et im-meubles, appartenant aux corporations ou communaules religieuses situés sur le terri-toire de la Commune de Paris.

Fait à Paris, le 7 mai 1871.

Le membre de la Commune délégué à la justice, EUGÈNE PROTOT.

A chaque instant, des réquisitions sont faites chez des fournisseurs d'habillement et d'équipement militaire par ordre de chefs de bataillon, de légion ou autres.

Il en résulte de graves inconvénients contre lesquels l'intendance a déjà pris plusieurs arrêtés, qu'elle se voit obligée de rappeler aux citoyens qui se laissent ainsi aller à des ex cès de zèle ou obéissent à des ordres irrégu-

Toutes mesures sont prises pour satisfaire promptement et dans les conditions les plus économiques aux besoins de la garde natio-

Le délégué à l'intendance, membre de la Commune,

ARRÊTE :

Article unique. Toutes réquisitions d'effets d'habillement et d'équipement appartenant aux fournisseurs sont absolument interdites. Le délégué à l'intendance, membre

de la Com nu ve, E. VARLIN.

#### Au nom de la Commune,

Le citoyen Doussot Bertrand-Paul-Edouard), capitaine de frégate, est nommé chef d'état-major de la flottille de la Seine. A partir de ce jour, le citoyen Doussot entre en fonctions.

Paris, le 6 mai 1871

Le délégué au ministère de la marine. LATAPPY.

#### Enseignement professionnel.

Une première école professionnelle sera prochainement ouverte dans le local précédemment occupé par les jésuites, rue Lhomond, 18, Ve arrondissement.

Les enfants agés d'environ douze ans et au-dessus, quel que soit l'arrondissement qu'ils habitent, y seront admis pour compléter l'instruction qu'ils ont reçue dans les écoles primaires, et pour y faire, en même temps, l'apprentissage d'une profession. Les parents sont donc priés de faire ins-

crire leurs enfants à la mairie du Panthéon Ve arrondissement), en désignant le métier que chacun de ces enfants désire apprendre. Les ouvriers au dessus de quarante ans qui

voudraient se présenter comme maîtres d'ap-

prentissage devront aussi se faire inscrire à cette mairie, en indiquant leur profession. Nous faisons appel, en même temps, aux professeurs de langues vivantes, de sciences. de dessin et d'histoire, qui désirent nous prêter leur concours pour cet enseignement

Paris, le 6 mai 1871.

Les membres de la commission pour l'organisation de l'enseignement, EUG. ANDRÉ, E. DACOSTA, J. MANIEB, RAMA, E. SANGLIER.

Approuvé par le délégué à l'enseignement, ED. VAILLANT.

580

342 05 ( 200 » ( 300 » )

n 154

1 033

565

" | 593

1 258 50

7.320 93

503

387,85

2.626

3.785 75

417

499 50

070

241 50

744 50

94.20

914

1.819 45

300

244

206 50

340 50

1065 » 206 » 97 50 2.091

double inscription.

187 60

345

10 110

nationale.

OBSERVATIONS

26 avril.

14 46

18 125

13 133

10 186

11 195 6

11 204

Ministère des finances. Remboursements opérés par les payeurs de la garde Total. **OBSERVATIONS** Bat 203 Total. fr. c 125 50 43 75

150 kg 178 2.020 35 970 25 440 226 50 1.845 50 237 59 1 842 75 9 % 135 75 106 50 131 50/ 481 50 414 75 475 % 151 55 141 » 228 »

502 25 1.442 05 excédants divers. 94 50 418 \* 162 \* 938 50

269 174 155 54 30 78 69 48 21 avril. sergent-major (erreur)

10 2 122 25 21 2 84 2 24 3 54 2 96 2 99 2

450 mg

300

300 375 200

135

117 50 80 »

Le chef de la comptabilité,

413 50

145 55

348

du 2 au 19 avril

carabiniers.

de guerre.

sédentaire.

des 22 et 23 avril

3 205 11 de guerre (25 avril)...

sédentaire.

8 1 tambour

Paris, le 4 mai 1871

perçu en trop.... et 5° compagnies

perçu en trop..... sédentaire (24 avril)

de guerre (25 avril).

ancienne.

265 50 \ 294 50

550

1.344

741

2 564

3 321

829

279

De une heure à trois heures, forte canon-

ORDRE DU JOUR

Appelé à prendrele commandement de forces d'Asnières, par suite de la blessure du brave général Okolowitz, et obligé de vous quitter pour prendre un autre commandement, recevez l'expression de toute ma reconnaissance, pour le loyal concours que vous avez apporté à l'exécution de mes ordres. Je suis heureux de vous rendre ce témoi-

Chefs de bataillon, officiers, sous-officiers et gardes nationaux, artillerie et génie, au nom de la Commune et en mon nom person nel, recevez tous mes remerciements, et comptez sur tout mon dévouement à la cause

Levallois-Perret, le 5 mai 1871.

des forces d'Asnières, A. DURASSIER,

commandant le fort de Vanves.

DIRECTION GÉNÉRALE DE MATÉRIEL D'ARTILLERIE

De graves abus, trop souvent répétés, se sont produits dans l'armement des officiers de la garde nationale. C'est ainsi qu'il a été distribué 50,000 revolvers sans que des états réguliers aient été fournis. Pareil état de choses ne peut se prolonger plus longtemps. A l'avenir, il ne sera plus délivré d'armes que sur état nominatif fait en double expédition, dont l'une restera au bureau de la lé-

Je rappelle aux chefs de légion que les demandes d'armes doivent être adressées aux chefs de compagnie, de bataillon ou de légion, qui les transmettront chaque jour au bureau de l'armement, rue Saint-Domi-

Le directeur général du matériel d'artillerie

L'arrêté du Comité de salut public en date du 16 floréal an 79, qui détermine les conditions auxquelles les employés et agents de chemins de fer pourront être exemptés du service de la garde nationale, est exécutoire dans les huit jours à partir de sa promulga-

Ce délai ne sera pas dépassé; mais à partir d'aujourd'hui jusqu'au 24 floréal (14 mai 1871) inclusivement, c'est-à-dire jusqu'à ce que les mesures nécessaires à la stricte exécution de l'arrêté précité aient été prises, les employés et agents des compagnies de chemins de fer devront être laissés libres de vaquer à leurs occupations habituelles.

#### Commission du travail et de l'échange.

Les demandes de brevets y seront reçues sur présentation du récépissé délivré par la commission des finances.

> Le membre de la Commune délégué à la commission du travail et de l'échange, LÉO FRANKEL.

PARTIE NON OFFICIELLE

Paris, le 6 Mai

RAPPORTS MILITAIRES

Neuilly, 6 mai 1871.

Nuit assez calme. Matinée, canonnade très-intense. Après-midi, pas de combats; quelques oups de canon et très peu de mousqueterie. Les positions sont les mêmes.

Asnières.

Matinée, maison effondrée par projectiles versaillais; citoyenne ensevelie, retirée, n'a

que quelques contusions.

Midi à trois heures, Versaillais bombardent Clichy, ne nous font aucun mal. Trois heures, batteries de l'enceinte et wagons blindés dirigent leurs feux sur Asnières et Gennevilliers. Versaillais réduits au si-

Commandant de place Doby cité à l'ordre du jour pour sa grande activité dans son service.

Bombardé toute la nuit; peu de dégâts.

Toujours canonné par Moulin-de-Pierre e Meudon; riposte vigoureusement.

Dix heures et demie matin, vive fusillade des tranchées et attaque de la gare de Clamart; fédérés victorieux occupent la gare.

Montrouge. Soirée du 5, six heures, forte canonnade du Bas-Fontenay jusqu'à huit heures ; le fort riposte vigoureusement et éteint le feu de

Onze heures et demie, nos batteries tirent sur Bas-Fontenay, qui répond faiblement. Trois-heures, faible fusillade de Bagneux sur Frange-Ory, sans résultat.

nade sur Bagneux ; l'ennemi ne répond pas

A L'ARMÉE DEVANT ASNIÈRES.

gnage, vous avez tous fait votre devoir.

sacrée que nous défendons.

Le colonel d'état-major ex-commandant

### Ministère de la guerre.

nique, 86.

Le bureau de dépôt des brevets d'inven-tion, installé à l'hôtel de ville, est transféré rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 62, à l'ex-ministère des travaux publics.

Paris, le 6 mai 1871.

Le ministère du commerce fait appel aux charcutiers saleurs pour la préparation et la salaison des lards et jambons. Ils sont invités à se présenter au ministère

de l'agriculture et du commerce, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 60.

Un vrai républicain, - non signé - pour cause ..... peut faire verbalement ou par écrit la communication annoncée.

#### MAIRIE DU Xº ARRONDISSEMENT.

Dès ce jour, les officiers ou gardes qui seront rencontrés, dans la circonscription de la 10º légion, sans numéro au képi seront arrêtés.

Paris, le 6 mai 1871. Le chef de la 10° légion,

Le commandant d'état-major CHAVENON

MAIRIE DU XIº ARRONDISSEMENT

Le personnel médical dans les bataillons du XIe arrondissement étant incomplet, nous faisons un chaleureux appel au dévouement et à l'humanité des docteurs, officiers de santé, élèves des hôpitaux ayant 8 et 16 inscriptions, et les prions de vouloir bien se présenter au cabinet du chirurgien principal, rue Oberkampf, 52, et rue Jacquart, 3, de une heure à deux heures, ou au bureau médical de la légion de la garde nationale, à la mairie du XIº arrondissement; place Voltaire, tous les jours, à trois heures, pour être mis à la disposition des bataillons de marche. Le chirurgien principal,

Dr A. HUMBERT.

Les membres de la Commune détégués au XIº arrondissement, MORTIER, VERDURE, AVRIAL.

Aux hataillons de la 11º légion

Les membres de la Commune, délégués au XIº arrondissement, sont heureux de rendre publiquement hommage au patriotisme que vous avez montré et au courage que vous avez déployé en face des assassins de Versailles, qui voudraient encore une fois étouffer les égitimes aspirations du peuple de Paris, en détruisant par la force brutale notre principe social. Ayant perdu tout sentiment de pudeur

Leurs journaux, se flattant d'un succès qui leur échappera toujours, déclarent hautement que l'Assemblée, appelée nationale par antiphrase, n'a pas été nommée pour maintenir en France la République.

et de dignité, ils ont enfin jeté le masque :

ils ne cacheni plus leurs projets libertici-

Est-ce assez clair? Qui donc viendra désormais soutenir que la lutte n'est pas engagée entre la République et la monarchie, entre le prolétariat et le capital, entre le progrès et e fanatisme, entre la lumière et les ténèbres?

Quel est celui qui osera affirmer, de bonne oi, la main sur la conscience, que ce gouvernement sans nom - dont les membres sont recrutés pour la plupart parmi les lâ-ches et les incapables du 4 septembre — veut sincèrement la République, lorsqu'il preud comme exécuteurs de ses basses œuvres les complices de Bonaparte?

Citoyens gardes nationaux,

Vous avez été héroïques; vous vous êtes battus comme des braves, affirmant à la face du monde entier le droit et la justice, dont nos ennemis acharnés ne peuvent supporter le triomphe, qui, malgré leurs efforts déses-pérés, ne se fera pas longtemps attendre. Déjà la confusion se met dans leurs rangs: Mac-Mahon, désespérant de venger dans le sang des Parisiens la honte de Sedan, menace de donner sa démission, ainsi que Ducrot, qui est à Versailles, « vivant et vaincu »; les duels entre officiers sont fréquents; la démoralisation s'est emparée des troupes.

Les misérables qui trônent dans la ville où s'étalait autrefois la monarchie ne sont pas encore contents d'avoir indignement trahi la France, et d'avoir livré à l'envahisseur les armes qui auraient dû servir à le chasser ; ils veulent aussi, et à tout prix, installer sur le trône un monarque, roi ou empereur — peu leur importe! — en foulant aux pieds nos droits les plus saints et nos libertés les plus Citoyens, nous ne le souffrirons pas! Sans

es hommes de malheur, nous eussions bien certainement vaincu l'étranger; imitant l'exemple de nos pères en 93, nous eussions reconduit les Prussiens de l'autre côté du Rhin; mais nous leur apprendrons, à ces traîtres, que si Paris était résolu à tout pour sauver l'honneur de la France envahie, il préfère encore mille fois la mort au joug ionteux de l'esclavage. Nous lui prouverons que ce Paris, tout en étant la capitale du monde civilisé et le centre des arts et des sciences de l'univers, saura combattre et vaincre pour la légitime revendication de ses franchises municipales. Jules Favre, le faussaire, disait, le 4 sep-

embre, dans une de ses trop célèbres circulaires : « Après nos forts, nos remparts : après nos remparts, nos barricades; après nos barricades, nos poitrines ! » Citoyens, prenant ces paroles comme devise, et jurant que l'action suivra la pensée, nous ajoutons celles-ci : « Après nos barricades, nos maisons; après nos maisons, nos mines! » Les royalistes ont refusé toute conciliation;

ils nous ont déclaré une guerre implacable, sans trève ni merci. Eh bien! soit. Nous l'acceptons : Vœ victis, malheur aux vaincus! Marchons bravement au-devant de nos ennemis, et abordons-les sans crainte aux accents sublimes de notre immortelle Marseillaise.

Malgré les mensonges et les calomnies de nos adversaires, malgré le système terroriste qu'ils appliquent en province, la France se réveille! Elle sent instinctivement que nous combattons non-seulement pour nous, mais encore et surtout pour elle. Elle devine qu'elle serait perdue à jamais, si l'ignoble gouvernement de Versailles réussissait dans son projet machiavélique.

Les départements l'ont bien compris, et l'est pour cela, quoi qu'en disent les menteurs versaillais, que Lyon, Lille, Valenciennes, Dijon, Périgueux, le Mans et toutes les villes intelligentes, applaudissent à notre mouvement communal; c'est pour cela que les élections municipales sont partout faverables à notre sainte cause, qui est celle de a République!

Courage et persévérance, citoyens, et notre triomphe définitif est proche. Un peuple qui combat pour le droit est invincible! Citoyens,

La cause que nous défendons est juste : elle repose sur un principe immuable, et, avec votre intrépidité, la victoire nous est assurée! Nous vaincrons! Vive la Commune!

Vous avez bien mérité de la République!

Vive la République!

Les membres de la Commune délégués au XI arrondissement, MORTIER, VERDURE, DELESCLUZE, AVRIAL.

#### COMMUNE DE PARIS

Séance du 6 mai 1871.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN OSTYN. - ASSESSEUR, LE CITOYEN PASCAL GROUSSET.

La séance est ouverte à quatre heures. On procède au tirage au sort des quatre-vingts délégués de la garde nationale qui doivent former le jury 'accusation. Noms des quatre-vingts délégués de la garde

nationale tirés au sort en séance de la Commune du 6 mai 1871) pour former le jury d'accu-1re SECTION

Servajean, 8, rue du Liban...... Reynard, 43, rue Daubenton..... Bebrie, 8, passage de l'Asile. Harang, 82, boulev. Saint-Germain. Stanbas, 18, rue Soufflot..... Dubray, 15, rue du Val-de-Grâce... Loriau, 29, rue Saint-Jacques... Auger, 58, bouley. Ménilmontant. Vidal, 9, rue Réaumur..... Port. Fransin, 63, quai Valmy... Goldin Delectroix, 31, rue de Chartres. Chambulant, 1, rue Laplace.... Verois, 46, rue des Trois-Couronnes. Franck, 46, rue des Trois-Couronnes. Pourjet, 185, avenue de Choisy. Héléonar, 1, rue de Joinville. Dassaut, 44, rue de Vanves Charles, 8, impasse des Couronnes Corme, 86, rue Ménilmontant.

Pichon, 38, rue du Petit-Carreau. Lagnant, 51, rue Greneta...... Bourdillard, 59, rue des Cascades. Sauvray, 5, cité Beauharnais..... Sasseau, 3, rue des Oiseaux Gondeville, 50, boulevard Magenta. Cassin, 15, rue Lacépède Deschamps, 53, rue de l'Ourcq Linian, 9, rue Saint-Gilles..... Casset, 36, boulevard Magenta. Millet, 21, rue Saint-Médard... Rouin (Henri), 15, rue Tiquetonne Viloc, 241, rue de Belleville..... Puff (Louis), 9, rue Sainte-Lucie... Villemetz, 46, rue des Poissonniers. Lagarde, 2, rue des Enfants-Rouges. Jourdier, 6, rue Copernic.....

3º SECTION: Lendrieux, 8, sentier de la Pie Cotinar, 7, rue des Maronites Rouquette, rue d'Arcole. Romain, 43, rue Rampont Oatil, 12, rue des Panoyaux Drevet, 51, rue d'Argout.... Dutour, 7, rue Tiquetonne. Caillet, 39, rue de Bretagne. Lesénéchal, 16, rue Gensier. Parrot. 9, rue Sibert. Lefebyre (Emile), 177, r. du Temple Bouré, 283, Faubourg-St-Antoine Leloutre, 17, rue Geoffroy-St-Hilaire. Michel, 227, Faubourg-St-Antoine. Baron, 65, Faubourg-Montmartre... Magand, 172, Faubourg-St-Martin. Picard (Simon), 60, rue Fontaine-

Perrotti, 6, rue de l'Oseille Vamy (Helaire), 82, rue des Boulets. Josset, 11, rue Palikao..... Thevenot, 15, rue des Rosiers.... Petit, 32, rue Montmartre.....

Samuel, 8, rue des Lombards. Winckler, 25, rue Henri-Chevreau Chaussin, 193, rue de Charenton. Levesque, 38, rue Pagevin...... Fanchers, 120, r. Vieille-du-Temple Devresse, 78, rue Traversière Volpesne, 3, rue Montesquieu. ehr, 6, rue Jacob Bouf, 3, passage Delessert Machal, 10, rue Saint-Gilles ... Mallet, 30, rue Pradier ..... Dumont, 56, rue Derondeau. Martin, 15, rue Glaude-Vellefaut . . . Vaumale, 13, rue d'Aval.....

Blanche (Joseph), 1, rue Mayet .... Le citoyen président. Le citoyen Miof a la parole pour lire un projet de décret. Le citoyen Miot. Voici ma proposition

« La Commune « DÉGRÈTE : « Art. 1er. L'emprisonnement cellulaire est sup-

« Art. 2. Les détenus seront renfermés pendant la nuit seulement. « Art. 3. En cas d'emprisonnement préventif, le

secret ne pourra durer plus de dix jours.
« Art. 4. A partir de la promulgation du présent décret, le temps d'emprisonnement préventif sera déduit de celui fixé par le jugement de con-

damnation.

« Art. 5. Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Le citoven Raoul Rigault. Je demande la pa-Le citoyen président. Je propose le renvoi du projet de décret Miot à la commission de justice. (Quiv! oui!)

Le citoyen Parisel. Il manque un article à cette proposition. Le citoyen président. Eh bien, vous ferez un

On demande que la commission chargée de trouver une salle pour nos assemblées présente son rapport demain, à l'ouverture de la séance. Le citoven Courbet. Je demande la parole. Le citoyen président. Demain, vous nous fe-

Le président donne lecture des deux propositions

« Division de la Commune en commission de

surveillance pour tous les travaux, et réunion de la Commune entière trois fois la semaine, de deux heures à cinq heures le soir.

« VIARD. « La Commune n'aura plus que deux séances par semaine; les membres se réuniront dans les commissions et travailleront dans leurs municipalités respectives; chacun prendra dans les arrondissements, et sous la direction du délégué à la guerre et de la commission militaire, telle mesure

d'organisation qui sera jugée nécessaire.

La Commune décide que ces deux propositions viendront à l'ordre du jour de demain. On passe à la question sur le mont-de-piété. Le citoyen Vésinier prend la présidence.

Le citoyen Lefrançais, membre de la commission des finances. Je me suis mis en relation avec le citoyen André Cochut, directeur du mont-depiété, et voici les renseignements qui m'ont été fournis : en admettant le projet de décret qui fixe le maximum à 50 fr., et en ne tenant compte que des vêtements, linge, literie et instruments de travail, vous aurez environ 4,200,000 articles à dégager, représentant une valeur d'engagement de 12 millions, peut-être davantage. Quant au maximum de délivrance, l'on ne peut dépasser quatre mille articles par jour, quelque diligence qu'on y mette. Il n'y a que trois magasins; cette circonstance et le contrôle à exercer empêchent de dépasser ce chiffre; or, quatre mille articles par jour pour 1,200,000 représentent environ dix mois

A 30 fr., vous aurez un million d'articles représentant 9 millions et demandant, pour le dégagement, de neuf à dix mois. Voilà les éléments du

J'ai demandé s'il ne serait pas possible d'augmenter le nombre de dégagements journaliers. Il m'a été répondu que c'était totalement im-possible; l'expérience en a été faite lors des derniers dégagements, sous le gouvernement du 4 septembre.

On nous a ajouté qu'en donnant ce nombre, on n'avait aucun intérêt à le restreindre; que bien souvent déjà, l'administration a songé, dans son intérêt, à diminuer l'encombrement résultant d'un écoulement journalier aussi minime, mais elle n'v a pas réussi

J'ai demandé aussi ce qui aurait lieu, si la somme était descendue à vingt francs. Il m'a été répondu que le nombre d'objets engagés ne descendrait pas au-dessous de 900,000, ce qui s'explique facilement par ce fait que le nombre d'engagements est loin d'être proportionnel à la somme prêtée sur chaque objet, et qu'il y avait infiniment plus d'articles à trois francs qu'à cin-

Comme vous voyez, je ne veux pas entrer dans la discussion, j'ai tenu seulement à vous indiquer les grandes difficultés pratiques que vous aurez à

Le citoyen président. Vous n'avez pas de con clusions à nous présenter, citoyen Lefrançais? Le citoyen Lefrançais. Le citoyen Jourde vous parlera à ce sujet; mais vous voyez, en somme que la publicité inopportune de nos premiers dé bats sur cette question a mis la Commune dans une impasse d'où il lui sera difficile de sortir.

Le citoyen président. La parole est au citoyer Jourde. Le citoven Jourde. Les conclusions qu'on demande à connaître sont très-embarrassantes à ex-

Un membre de cette assemblée demandait si l'on ne pourrait pas augmenter par un moyen quelconque le nombre des dégagements que le mont-de-piété aurait à faire journellement.

Non, ce n'est pas possible, parce qu'il faut prendre des garanties pour que l'emprunteur seul fasse dégagement, et pour obtenir celte garantie, i faut que l'employé du mont-de-piété ait ses livres sous les yeux; on ne pourrait faire la copie de livres qui indiquent l'engagement de plus de 1,200,000 articles, ou du moins ce serait trèslong, et l'on risquerait de faire des confusions Quelle conclusion puis-je vous donner?

Vous avez soulevé cette question d s dégage-ments, il faut la résoudre, je le comprends bien, car il serait impossible de laisser le débat où il en est. Voici une solution possible, je crois, mais qui est peu pratique

Il faudrait trouver le moyen de faire une liquidation, mais à une condition : c'est qu'on mettrait quelque chose, c'est-à-dire une autre institu-

Le citoyen Avrial. Créez cette institution. Le citoyen Jourde. On dit : Créez une institution : c'est facile à dire, mais il faut avoir le temps

d'étudier avant de créer. Si l'on disait à Avrial : Créez des affûts, des canons, il demanderait du temps, c'est ce que je demande aussi. (Très-bien!)

Il faut donc étudier le moyen de liquider le mont de piété, ou plutôt le moyen qui permettrait de se servir de cette institution, de la modifier, de l'améliorer pour en faire un établissement qui prête réellement à celui qui a de véritables be soins, sans abuser d'un tant usuraire sans frapper

sur le pauvre. Dans l'application, je proposerais le projet Andrieu, et je fixerais le taux de dégagement à vingt

francs seulement. De vingt à cinquante francs on n'engage que des objets de luxe; en effet, sur un matelas on ne prête difficilement que vingt francs, également sur une redingote que vingt francs; enfin sur tous ces objets indispensables, on ne prête que le quart de la valeur, tandis que l'on prête les deux tiers sur les bijoux.

De plus, avec le taux de vingt francs comme limite de dégagement, vous gréveriez moins nos finances et vous rendriez eacore les plus grands services aux classes qui nous intéressent. Le mont-de-piété, vous le savez, emprunte de

deux façons : aux caisses d'épargnes par exemple, et ensuite sur gages. Eh bien! nous ne pouvons pas faire de générosité avec l'argent des autres; nous ne pouvons pas dire au prêteurs: Voilà le gage, arrangez-vous avez l'emprunteur. Dans ce cas, et en attendant la réorganisation, voici ce que je propose : je pourrais, par exemple, mettre à la disposition du mont-de-piété une somme de 400,000 fr. par semaine; ensuite, payer les intérêts aux emprunteurs.

Si nous sommes obligés d'accepter le projet, je proposerais les dispositions suivantes que je ne fais qu'indiquer :
Art. 1er. Dégagement des objets jusqu'à con-

currence de 20 fr.; Art. 2. Ceux qui dégageraient seraient obligés de fournir une pièce quelconque constatant l'identité de l'emprunteur.

Et enfin, Art. 3. Vous décideriez que votre délégué aux finances s'entendrait avec le mont-de-piété pour

assurer l'exécution du présent décret, au point de vue de tous les intérêts engagés.

Le citoyen Lefrançais, au nom de la commission. Relativement à l'abaissement à 20 fr. du maximum de prêt, je crois qu'il n'y a pas lieu de yous effraver La partie de la population parisienne à laquelle

votre décret veut venir en aide est plus pourvue de reconnaissances inférieures à 20 francs que supérieures à ce chiffre. Il peut arriver qu'une famille d'ouvriers ait plusieurs seconnaissances au des sous de 20 francs, elle les dégagera toutes ; les reconnaissances de sommes supérieures à 20 francs se rapportent à des objets de valeur dont le dégagement ne peut être considéré comme devant dégrever la partie laborieuse de la population. En abaissant le maximum à 20 francs, vous donnez au travailleur la faculté de dégager tout ce qu'il a, s'il a plusieurs reconnaissances inférieures à

Le citoyen Jourde. Je crois même que nous serons forcés de faire presque une loterie pour le dégagement, c'est-à-dire que les personnes qui auront la lettre E, par exemple, dégageront tel jour, etc. Enfin, je crois que l'on parviendra à résoudre cette question.

Le citoyen Arthur Arnould. Citoyens, après les explications que vous venez d'entendre, j'ai très-peu de choses à dire. Je suis très-heureux que ces explications aient été fournies par le citoyen Jourde, avec toute l'autorité qu'on peut lui recon-

naître dans la question. La question du mont-de-piété se divise en deux parties : la question de la liquidation du mont-depiété, et la question de la délivrance des objets en-

gagés par la classe nécessiteuse. Nous avions promis que l'on dégagerait gratuite ment les objets jusqu'à concurrence de 50 fr. Depuis quinze jours, cette question est restée en sus-pens à cause d'incidents venus de divers côtés. La

du mont-de-piété, qui demande à être approfondie, et que nous devons renvoyer à l'étude de la commission des finances, et occupons-nous des moyens pratiques de dégager les objets.

Eh bien, je me rallie aux moyens qui vous sont proposés par Jourde et Lefrançais, et je vous de-manderai d'abaisser le maximum à 20 francs. Le mont-de-piété, sauf sur l'or et sur l'argent,

donne un prêt dérisoire; ainsi, pour un paletot qui aura coûté 120 francs chez le tailleur, il prêtera 10 francs, et encore à condition que vous ne l'ayez jamais porté. Le pauvre et l'ouvrier n'engagent leurs vêtements qu'après les avoir portés et le prêt par conséquent est extrêmement faible Il en est de même pour les objets de literie, linge et la plupart des instruments de travail. Il est donc évident qu'en abaissant le maximum à 20 francs, nous atteignons le but que nous vou-

lons atteindre. La seule difficulté est une difficulté matérielle pour le dégagement, et cette difficulté paraît assez grave.

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'on rend ainsi gratuitement les objets engagés; eh bien, on a trouvé des moyens assez rapides et assez faciles, il doit y en avoir. Quoi qu'il en soit, nous avons pris un engagement moral que nous devons tenir, et parce que nous l'avons pris et parce que c'est un acte de justice envers la classe nécessiteuse et ouvrière. Mais il faut que le dégagement s'opère de manière à ne pas en faire un objet de plaisanterie; il faut qu'il soit rapide.

Le citoyen Avrial. Je ne reviendrai pas sur ce chiffre de 50 francs; du moment que les finances affirment qu'il n'est pas possible d'arriver à ce

chiffre, je le mets de côté. Cependant je crois que depuis un mois que j'ai présenté le rapport, s'il avait été étudié, on aurait trouvé un joint pour atteindre ce chiffre. Si nos décrets sur les fugitifs avaient été exécutés, il est certain que les boutiquiers qui sont partis en laissant leurs femmes, si on avait voulu frapper d'un impôt ces boutiques, on serait arrivé à dégager les objets de 50 francs.

Je poserai aux finances, cette simple question quelles sont les attributions de la direction supé rieure du mont-de-piété, directeur et sous-directeur? Je veux dire quels sont les appointements du directeur du mont-de-piété?

Si les membres de la Commune visitaient ces établissements, voyaient le gaspillage qui s'y produit, ils en seraient étonnés. Je ne m'occupe pas de la question de dégagement, elle se fera sans bruit. J'ajoute ceci, que le décret rendu ce soir soit valable demain matin. Plusieurs membres. Oh! oh!

Le citoyen Avrial. C'est parfaitement possible Les finances devaient prendre leurs mesures pour e jour où le décret aurait été rendu. Le citoven Jourde. L'administration du mont-

le-piété e it gouvernementale par un point, et administration privée quant aux appointements. Je yous disais qu'il est regrettable qu'avec la omme de travaux auxquels vous me contraignez, ous vous plaigniez que je n'aie pas fait assez. Maintenant je vous dirai que quant aux dégagements, il me faudra quelques jours pour m'enten-dre avec le mont-de-piété.

Le citoyen J .- B. Clément. Chaque fois que nous consulterons les finances, on nous dira qu'il 'y a pas moyen de faire de sacrifices. L'on aurait prendre des mesures pour pouvoir être plus généreux vis-à-vis de ceux qui se battent pour notre cause et qui ont besoin d'aide. Je demande qu'on soit aussi large que possible; le décret sur le mont-de-piété est le seul dont le peuple pourra jouir. Je demande que si vous acceptez la somme de vingt francs, — je ne demande pas trente francs, car on arriverait aux choses de luxe, vous décidique l'on pourra dégager les instruments de travail eng gés pour plus de vingt fran-s, à la condition de payer la différence. Cette mesure aurait pour résultat de faire rentrer un peu d'argent.

Le citoven président. Rédigez votre proposi-

Le citoyen Jourde. Auparavant, laissez-mo vous lire le projet de décret sur le mont-de-piété. Le voici dans toute sa simplicité :

« La Commune, DÉCRÈTE :

« Art. 1er. Toute reconnaissance du mont-depiété, antérieure au 25 avril 1871, portant engagement d'effets, d'habillement, de meubles, de linge, d'objets de literie et d'instruments de travail ne onnant pas un prêt supérieur à la somme de vingt francs, pourra être dégagée gratuitement à

partir du 12 mai courant. « Art. 2. Les objets ci-dessus désignés ne pour-ront être délivrés qu'au porteur qui justifiera, en établissant son identité, qu'il est l'emprunteur

« Art. 3. Le délégué aux finances sera chargé de rentendre avec l'administration du mont-deiété, tant pour ce qui concerne le règlement de 'indemnité à allouer, que pour l'exécution du résent décret. »

Le citoven Deroure. Quand j'ai demandé la parole, il y a deux ou trois jours, sur la proposi-tion d'Avrial, disant qu'il s'en remettait à la comnission des finances pour fixer le maximum, je n'avais pas bien compris; je croyais que la somme indiquerait le maximum du dégagement que pour rait faire chaque individu. Du moment que la commission des finances nous dit que toute reconnaissance, jasqu'à concurrence de 20 francs, pourra être retirée, je n'ai qu'à m'incliner. Je me contente de faire remarquer qu'il me semble que l'on pourrait, en opérant les dégagements dans tous les bureaux, délivrer beaucoup plus de 4,000 artic'es par jour.

Le citoyen Lefrançais. Je sais qu'il y a vingt quatre grands bureaux, mais je répète qu'il n'y a que trois magasins où puisse s'effectuer le dégagement. Je suis allé très-souvent dé ager des objets, et, quand j'ai été heureux, j'ai toujours attendu au moins une demi-heure. (C'est vrai!)

Un membre. Oui, mais avec quel personnel Avec un personnel qui ne tenait point à être agréable au public. Le citoyen Dereure. A notre arrondissement nous avons dégagé en janvier pour 18,000 francs

l'articles; je puis affirmer que si ces objets avaient été dégagés dans les bureaux respectifs, au lieu de l'èire au bureau central, cela eut été plus vite fait. Il faudrait décentraliser ce service. Un membre. On s'arrangera pour cela plus tard Le citoyen Dereure. Nous avons parlé du dé-

gagement d'une foule de choses, de mobiliers, l'outils, de vêtements, mais je crois que vous avez oublié les livres.

Le citoyen Parisel. Les livres sont des instruments de travail; ils sont compris, par conséquent, dans notre décret. (Oui! oui!)

Un membre. Les livres de science seulement. Le citoyen Jourde. Si nous rentrons dans ces questions de détail, nous n'en sortirons pas, et notre tache, déjà difficile, deviendra impossible. Je dis qu'il faut que nous rest ons dans le domaine très-large des dégagements au-dessous de vingt francs, quel que soit l'objet engagé. Sans doute, il y aura des inutilités qui passeront, mais si nous voulons en faire la nomenclature, nous n'abouti-

Pour ce qui est de la question des 4,000 obiets dégagés par jour, je me suis borné à vous rendre compte du fait, purement et simplement, parce qu'il me paraissait impossible de dépasser ce chiffre. Si voue, de votre côté, vous trouvez un moyen, tant mieux, je suis prêt à l'exécuter.

citoyen Lefrançais. Devant ce maximum d'articles à dégager journellement, j'ai demandé au citoyen Cochut si les finances en faisant les frais, il n'v avait pas moven d'établir des succursales qui activeraient le travail.

Il m'a répondu que ce n'était pas la question des bureaux qui mettrait des entraves i la chose, mais bien celle des magasins et du contrôle, à

laquelle nous ne pouvons rien. Le citoyen **Parisel**. Il est très-regrettable que le chiffre de 50 fr. ait été précédemment mis en ayant; si aujourd'hui le chiffre de 20 fr. est adopté, je demande que les motifs en soient parfaitement indiqués au public.

Je ferai observer en outre que les objets placés pour une somme supérieure à 50 fr., mais qui ne ont pas cependant des objets de luxe, sont cependant de première nécessité; telles sont les machi-

nes à coudre, par exemple.

Je demande que l'on rende aussi ces objets.

Pour la facilité du travail, la seule difficulté consiste dans le petit nombre de livres d'inscription des objets; s'il n'y a que trois magasins, ne peut en effet y avoir que trois livres.

Si le petit nombre de livres était la seule objection à la facilité du débit, je crois qu'elle pour-rait être levée, quand même on devrait faire imprimer les indications des livres pour les avoir en

grand nombre. Paisque la constatation de l'identité suffirait,

tion; si, maint nant, la reproduction de la signature était nécessaire, il n'y aurait pas encore là d'impossibilité matérielle, il sufurait de faire pho-

ographier ces signatures. Le citoyen Léo Frankel. J'ai adhéré dernièrement au décret proposé par Avrial, et j'expo-

aux finances, je vois que l'exécution de ce décret est impossible.

Mais je suis en présence d'une autre question. ments faits au mont-de-piété, c'est probablement pour faire du bien à la population, et alors il faut

Dernièrement, je disais à Jourde que les femmes de Paris étaient sans travail en ce moment, que les gardes nationaux n'avaient pour vivre que leurs trente sous, qu'enfin la misère était énérale pour les ouvrières de Paris, et que je me proposais, d'accord avec la commission de travail et d'échange, d'organiser des ateliers, mais non pas des ateliers nationaux Ce seraient des ateliers où l'on distribuerait du travail et où les femmes recevraient du travail à faire dans leur ménage, car, tout en procurant du travail, nous tenons en même temps à faire des réformes dans

En entendant le délégué aux finances dire qu'il ourrait disposer de 8 à 10 millions pour les dégaments, je me demande si nous ne ferions pas eaucoup plus en procurant du travail aux femmes, en admettant pour plus tard les conclusions du rapport de la commission du travail et de l'échange sur la liquidation des monts-de-piété.

'a pas entendu conseiller une liquidation immée travail. Si vous ne procurez pas du travail, vous n'aurez fait qu'un changement de courte date. En effet, quand on aura dégagé les objets du

mont-de-piété, au bout de quinze jours, la misère sera toujours la même. Si l'on adopte la proposition Jourde, je l'accepterai; mais cependant je pense qu'il vaut encore mieux procurer du travail aux femmes pour faire

Frankel. J'ai été interpellé personnellement. Le citoyen Johannard. J'ai demandé la parole

mission de répondre chaque fois. Citoyen Jourde, vous avez la parole.

Le citoyen Jourde, Voici ce que je réponds semaine, ce qui ne constitue pas un capital de 8 millions immédiatement disponible.

Le citoyen président. Citoyen Frankel, je vous donne la parole, non pour faire un discours, mais seulement pour dire deux mots.

jusqu'à concurrence de 100,000 fr. pour procurer

aux ouvriers les moyens de travail Le citoyen J. Allix. Cette question du montde-piété qui est si grave, n'est grave que parce ont mis des objets au mont-de-piété, et qui prouverout qu'ils en ont besoin, que nous leur en donnerons de nouveaux. Croyez-le bien, il y en a dans les ateliers, et en même temps que vous organiseriez le travail, vous feriez la liquidation du com-merce, qui est d'une gravité pour le moins aussi

de travail, sous une forme quelconque, et soyez bien sûrs que vous aurez bien agi.

Ne faisons pas des décrets pour qu'on nous en sache gré, faisons avant tout des décrets pour le

On m'a accusé d'interrompre souvent ici; eh bien, je constate qu'il n'y a pas que moi qui in-terrompe; et je crois que quand le public sera admis à nos séances, on n'oubliera pas les grands

dit ce qu'il avait à faire pour être dans le sentiment du vrai, dans la situation exacte, c'est de

a faire. Le citoyen Urbain Je vois avec regret qu'il n'est pas possible de rester dans les chilfres pro-posés par Avrial. Cependant, je crois que Jourde se trompe lorsqu'il propose le chiffre de vingt francs, et je prends mon renseignement sur ce qu'il a dit. Il remboursera cent mille francs par maine. En prenant les chiffres de Lefrançais, il délivrera des objets de 20 francs pour la somme de huit millions; à cent mille francs par semaine, cela demande vingt ou vingt et un mois; je crois dans la situation actuelle, au lieu de se constituer le dé-

biteur du mont-de-piété. Le citoyen Jourde. Je n'ai pas dit cela. Le citoyen Urbain. Si je suis dans une erreur complète, il est indispensable que je sois rectifié. Le citoyen Jourde. J'ai dit que pour aider le mont-de-piété, je pourrais mettre à sa disposition 100,000 francs. Je suis sans doute partisan de la liquidation, mais la liquidation entraînera une question de responsabilité. J'ai fait entrevoir ce que l'on ferait plus tard, mais je ne pouvais poser lucune transaction, ne sachant pas ce que vous

feriez, (La cloture!) Le citoyen Urbain. En s'arrêtant à 20 fr., on dépense 8 millions; en allant jusqu'à 30 fr. on dépenserait 10 millions. Cette différence de 2 millions n'est pas assez forte pour qu'en s'arrête à

« Art. 1er. Tous les objets engagés au mont-depiété, jusqu'à concurrence de 30 fr. par engagement, seront retirés gratuitement à partir du-

« Art. 2. Les objets de travail dont l'engage-ment dépasserait 30 francs pourront être retirés par ceux qui ajouteront aux 30 francs le surplus de l'engagement. »

dégagées, quand bien même un seul individu en Le citoyen Billioray. Je propose une modifi-

cation ainsi concue : « Les dégagements auront lieu à partir du jusqu'au . Passé cette époque, il ne sera plus reçu de démandes de dégagements

Un certain nombre de citoyens ont jugé à propos d'abandonner Paris, et, dans quelque temps, ils pourraient trouver bon d'y revenir pour profiter de la faculté de dégagement gratuit que nous

gratuits. »

bénéfice de notre mesure, et c'est pour cela que

je propose la fixation d'un délai. Le citoyen président. Le citoyen Avrial a demandé la parole; mais avant de la lui donner, je ferai remarquer que nous pourrions clore en moment la discussion générale, en réservant l'examen ultérieur des amendements. (Oui! la clôture!) Je mets donc aux voix la clôture de la discus

sion générale. (La clôture est mise aux voix et adoptée.)

Le citoyen président. Nous allons passer à la liscussion des articles. Je donne lecture de l'article 1er.

Le citoyen Billioray. Je demande que l'on in-tercalle dans l'article 1er l'amendement dont je viens de donner lecture, car je tiens à ce que les gens qui se sont sauvés de Paris ne puissent pas en profiter.

Le citoyen Langevin Je voulais combattre l'amendement Billioray, mais je crois que c'est à peu près inutile.

L'assemblée me paraît avoir compris qu'en voulant prendre trop de précautions, on compliquerait inutilement le projet. Le citoyen Jourde. Je tiens à démontrer com-

bien l'amendement Billioray a peu de raison

Ceux qui ont des reconnaissances de 20 fr. ne sont pas, soyez-en assurés, de ceux qui ont quitté Paris. Si vous voulez entrer dans la voie des exceptions, vous n'en finirez pas. Tous en proposeront, moi-même je vous en proposerais, et nous arriverions simplement à rendre le projet impra-

ticable. (Aux voix !) Le citoyen Serailler. Je propose, pour que la discussion ne se prolonge pas indéfiniment, que chaque amendement ne puisse donner lieu qu'à deux discours : un par l'auteur, pour soutenir son amendement, et l'autre par le premier orateur inscrit pour le combattre. On voterait ensuite.

Le citoyen président. L'assemblée vient d'entendre cette proposition; veut-elle restreindre le débat de cette façon? Je demande seulement que ce ne soit pas un précédent.

L'assemblée, consultée, adopte la proposition du citoyen Serailler, pour cette fois seulement. Le citoyen Dereure. J'accepte l'amendement parce qu'il est très-facile en quinze jours ou un mois de délivrer des numéros renvoyant à un jour déterminé.

Le citoyen Billioray. Il y a deux choses à con-sidérer dans cet amendement : la première est de ne pas faire profiter les francs-fileurs de cette mesure; il y a une autre considération que j'aurais voulu laisser de côté : je suis convaincu que si vous indiquez un terme aux dégagements, il y aura beaucoup de gens qui ont filé et qui rentreront dans Paris pour effectuer des dégagements. (Interruptions. - Aux voix!)

Le citoyen président. Je mets l'amendement lu citoyen Billioray aux voix.

(Cet amendement est rejeté.) Je vais lire les autres amendements : Amendement Urbain, demandant qu'on élève à 30 fr. le maximum du chiffre porté sur les reconnaissances à dégager. Le citoyen Urbain. Je n'ai qu'un mot à ajou-

ter : j'ai oublié de dire que quant à la date, j'acceptais la date du 12 mai. (L'amendement est mis aux voix : l'épreuve est léclarée douteuse.) Le citoyen Longuet. Je crois qu'avant de voter

'amendement, il eût été bon de consulter le ci-

toven Jourde, notre délégué aux finances, pour savoir s'il le considérait comme possible. Le citoyen président. Il me semble que le vote ayant lieu sur le fond même du projet, nous devons voter avec beaucoup de prudence et de bonne

Le citoyen Urbain. Faites une nouvelle épreuve. Le citoyen président. Il faut que l'assemblée et le public soient bien convaincus que nous sommes tous de boune foi ; il faut que le vote se fasse

d'une manière sérieuse et équitable. Je prie donc l'assemblée de bien vouloir refaire le vote, et je lui demanderai si elle ne veut pas écouter auparavant le citoyen Jourde. Le citoyen Jourde. Je répondrai en un mot à tous les amendements passés et futurs. J'ai abaissé

le maximum à 20 fr., parce que cela nous faisait une économie de 2,500,000 fr., et ensuite c'est à ce chiffre que montent au plus les engagements des ouvriers. Je vous ai dit pourquoi. Si vous vous voulez multiplier les amendements e retirerai mon projet. Nous vous avons indiqué

pourquoi nous l'avons fait simple ; si vous le sur-chargez d'amendements, je préfère le retirer. Le citoyen Urbain. Je repousse la réponse de Jourde disant : Si on présente des amendements, je retire mon projet. Je ne doute pas de ses intentions, mais il ne doit pas suspecter les nôtres.

Je dis que ce serait un mauvais procédé de que dire je retire ce projet. (Bruit.) Le citoyen **Jourde**. Je retire le mot, mais arrivez au fait, concluez.

Le citoyen président. On demande l'appel nominal sur l'amendement de 30 fr. Le citoyen Ostyn. Je demande alors le chiffre de 50 fr.

Le citoyen Clément. Moi je suis pour 30 fr. Le citoyen président. Je mets l'appel nominal aux voix pour l'amendement de 30 fr. Le citoyen V. Clément. Et mon amendement de 50 fr., je demande qu'il soit mis aux voix.

Le citoyen Lefrançais. Dans l'esprit de la plupart des membres qui étaient disposés à accepter le projet Avrial, cela voulait dire que tous les individus qui profiteraient du décret ne ponraient en bénéficer que jusqu'à la somme de 50 francs. Ce projet dit qu'il portera sur les quantificé de compagnage de telle sorte que si l'ai tés de reconnaissances, de telle sorte que si j'ai cinq ou six reconnaissances de 20 fr., je pourrai

Je me demande si nous allons en faire une question politique : c'est une question de bonne foi, avant tout, et je demande qu'on reste au chif-

fre de 20 francs. Le citoyen Avrial. Il a été démontré qu'il n'était possible de retirer que les objets jusqu'à 20 francs. Vous pouvez demander l'appel nominal si vous voulez, mais songez que ce sera peut-être ces 30 francs qui rendront le projet impossible à

Le citoven Jourde. Et qui me mettront dans l'impossibilité d'être autrement et plus effectivement utile à l'ouvrier.

Le citoyen Urbain. J'ai présenté un projet de décret, cela a été en toute sincérité. Je déclare que si les suppositions émises, et que je ne veux pas rappeler, restent dans l'esprit des citoyens qui es ont émises, je retire mon projet.

qu'on passe aux voix sur le chiffre. Il y a trois chiffres: 50, 30 et 25 fr. Un membre. Et 20 fr.

Le citoyen président. Oui, mais en ce moment je ne m'occupe que des amendements. Or, l'amen-dement le plus large est celui qui porte 50 fr Il est certain que si l'assemblée ne se prononce pas pour 25 fr., elle n'acceptera pas 50 fr. Voulez-vous voter par l'appel nominal?

Le citoyen Victor Clément .. Je demande qu'on lise les considérants des projets que j'ai déposés; Je les maintiens énergiquement. Le citoyen président. Voici l'amendement

« Considérant qu'il est urgent de mettre à l'épreuve la science financière des membres de la Commune, je demande qu'on porte le chiffre au maximum de 50 fr. »

vote. Il est insolent pour l'assemblée. Le citoyen Arthur Arnould. Il y en a qui ne veulent pas qu'on vote le projet aujourd'hui. Le citoyen **président**. Mettons aux voix l'amendement; si la susceptibilité de l'assemblée est blessée, elle peut montrer par son vote que l'a-

Le citoyen Serailler. On ne peut pas procéder ainsi; j'adopterai peut-être l'amendement de 50 fr. mais je repousserai certainement l'insulte qu'il

Le citoyen président. Je mets l'amendement aux voix. L'amendement est mis aux voix et repoussé. Le citoyen Victor Clément. Je proteste con-

Le citoyen président. J'espère que l'assemblée constatera que je n'ai exercé aucune pression. (Mais non! — Bruit.) Il y a maintenant un amendement sur le chiffre

tion à propos d'une question de bonne foi Le citoyen Billioray a prétendu qu'il ne devait pas y avoir d'appel nominal pour le chiffre de

alors, il réclame maintenant cet appel nominal.

Interruptions nombreuses. - (Aux voix! Le citoyen Billioray. Le chiffre de 30 fr. est préférable d'après les renseignements que l'on ous a donnés. Cela ne faisait pas une très-grande différence pour la dépense.

Le citoyen Jourde. De 2 à 3 millions. Le citoyen Biblioray. Avec cette somme de 30 fr. on pourrait arriver à dégager un grand nombre d'outils nécessaires. Mais puisque l'assemblée paraît impatiente de voter, et sous le bé-

néfice de ces observations, je retire ma demande d'appel nominal. (L'amendement relatif aux 30 fr. est mis aux

voix et rejeté.) Le citoyen président. Voici un autre amende ment déposé par le citoyen Potier, fixant la som-

me de 25 fr. Le citoyen Potier. L'amendement que j'ai proposé est un amendement de conciliation qui, à mon avis, devra nous mettre tous d'accord, d'autant mieux que cela ne constituera pas une grande charge pour les finances.

Le citoyen Jourde. Je veux me dégager de la situation fausse qui m'est faite en ce moment; je suis disposé à voter pour le chiff e de 50 fr. serais même très-heureux de pouvoir faire davan-

Le citoyen président. Je mets aux voix l'amendement Pottier, proposant de substituer chiffre de vingt-cinq francs. Deux membres. Mais set amendement est retiré!

Le citoyen président. Le citoyen Billioray l'a Un membre. C'est de la popularité à bon marché

(Bruit.) Le citoyen Urbain. Je demande que le prési-dent rappelle à l'ordre le membre qui a prononcé ces paroles.

L'amendement, repris par le citoyen Billioray, est rejeté. Le citoyen président. Je vais mettre aux voix

chiffre de 20 fr. Ca chiffre est adopté. Le citoyen président. Voici un amendement

jui s'applique à l'article 1er : « Pour les outils, machines et généralement tout nstrument de travail, si le prêt du mont-de-piété dépassé la somme de 30 fr., le possesseur de la reconnaissance jouira de la remise accordée, et l'objet lui sera délivré moyennant le payement de la

ifference.

« J.-B. CLÉMENT, « URBAIN, BILLIORAY. »

Le citoven Avrial. Si nous pouvons faire mieux olus tard, nous ferons mieux. Ainsi aux 20 fr. proposés par Jourde, si vous pouvez ajouter 20 fr. cela fera 40 fr. Mais, de grâce, puisqu'en ce mo-ment l'état de nos finances ne nous le permet pas, ne cherchons pas à mettre entrave à l'exécution du projet, puisque en élevant le chiffre, vous feriez un projet impossible à exécuter.

Le citoyen Jourde. Voici ce qui va se produire i vous élevez à 30 fr. pour les outils et machines : l v a des marchands d'outils, des patrons qui vont profiter du décret. Quand je pourrai faire davantage, je le ferai. Le citoyen A. Arnould. Comme signataire de

l'amendement, je déclare qu'en présence des exolications de Jourde, je retire ma signature. Le citoyen Lefrançais. Il y a aussi une ques tion de politique, car vous allez avoir une quantité d'articles à ajouter au projet, qui le rendront extrêmement difficile à exécuter. Il faudra contrôler, l y aura un contrôle qui n'en finira pas.

Le citoyen Vésinier. En présence de ces dé-

clarations, je retire ma signature. Par conséquent, il n'y a plus que les signatures de J.-B. Clément et de Billioray. Le citoyen J.-B. Clément. Je ne vois pas trop quelles d'ficultés on trouve dans cet amendement. Il y a bien aussi des marchands de linge qui ont mis du linge au mont-de-piété. Il y a des outils qu'un ouvrier ne pourra avoir pour 20 francs : des

tours, des étaux, etc. Le citcyen Avrial. C'est une erreur. Le citoyen Langevin. Mais vous augmenterez l'autant les objets à retirer.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas (L'article 1er du projet Jourde, mis aux voix,

Le président donne lecture d'un amendement

du citoyen Dereure, proposant qu'on ajoute a les livres ». L'amendement est adopté. L'article 2 du projet Jourd L'article 3 est aussi adopté. Le citoyen président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet, j'ai à vous donner lec-

ture de trois amendements concernant le mode d'exécution du projet, et le mode de distribution Voix. C'est mon projet de réglementation. Ren-

vovez à la commission. Le renvoi, mis aux voix, est adopté. L'ensemble du projet, mis aux voix, est adopté Le citoyen Gambon. Hier, vous le savez, nous avons demandé à aller à Mazas voir Cluseret. J'y suis allé et j'ai vu le général; il ma déclaré n'avoir encore vu personne, et qu'il demandait à être interrogé. Cela est de toute justice, et je crois qu'il y a urgence à nommer une commission qui interrogera Cluseret sans retard. Il est un peu malade, la cellule dans laquelle il se trouve est

malsaine, il y étouffe; on ferait bien d'y aller aussi rapidement que possible. Le citoyen Avrial. Il faut nous reporter au décret de la Commune, qui déclare qu'un membre de la Commune accusé devra être interrogé dans

les vingt-quatre heures. Le citoyen Ostyn. Je me joins à Avrial dans ce qu'il vient de dire. Un membre. Pindy a été chargé d'arrêter le gé-

néral, et il s'est chargé aussi de faire l'enquête sur son compte. Le citoyen Vaillant. La question n'est pas la même que lors de l'arrestation de Bergeret et d'Assi : le décret de la Commune portait que la Commune seule pouvait contrôler l'arrestation d'un de ses membres par une commission; or, cela a déjà été fait, et je ne puis que me rallier à l'opi

nion émise par Gambon. Le citoyen Miot. Je crois qu'une question aussi grave ne peut pas se discuter en ce moment. Je Le citoyen Gambon. J'appuie le renvoi à de-

main, et en renvoyant à demain, je demanderai à la Commune qu'elle nomme sa commission de trois membres. L'ajournement à demain est adopté. La séance est levée à huit heures quarante

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A GENEVE Assemblée ouvrière tenue le 15 avril au Temple unique

ADRESSE AUX TRAVAILLEURS DE PARIS

votre cause, qui est aussi la nôtre.

cing minutes.

Travailleurs, nos frères! En présence de la lutte terrible à laquelle vous rovoque la réaction des jésuites et des hordes privilégiées, en présence des calomnies haineuses que la réaction répand sur vous par la bouche impure de sa presse entretenue, il est du devoir de tous les groupes ouvriers d'affirmer hautement la solidarité fraternelle qui nous lie tous et toutes à travers toutes les frontières. — Ces calomnies, ces insultes qu'on décerne à la classe ouvrière traitée de bandits, de voleurs « aux figures ignobles, » - nous les acceptons pour nous tous, nous nous portons tous garants de la sainteté de

Dans la révolution communale du 18 mars, nous avons salué l'avénement politique de la classe ouvrière, et nous l'avons considérée comme le commencement de l'ère de la réorganisation sociale. Vos noms inconnus aux ignorants de la Vendée royaliste, nous sont chers par votre dévouement connu et éprouvé à notre cause commune, et les principes que vous avez énoncés dans la proclamation de la République des prolétaires, et qui sont aussi professés dans les grandes réunions de l'Association internationale, ces principes sont pour nous un gage certain de ce que Paris préside en ce moment aux assises du nouvel édifice social. — de ce vrai édifice de la liberté, de l'égalité et de la fraternité pour tous et pour toutes, et non pour une infime minorité privilégiée. D'autant plus exécrables sont ceux qui s'imaginent de peuvoir noyer dans votre sang la tâche que vous avez

entreprise. Quoi qu'il en arrive, frères et sœurs de Paris. votre œuvre ne périra pas, car c'est l'œuvre uni-verselle de l'émancipat on ouvrière, et nous ne

jours et partout les mêmes aspirations, en continuant toujours et partout la même lutte, dont vous

Devant notre solidarité internationale, devant

le grand combat, dont l'éveil est donné par vous,

tes les premiers des combattants.

la Vendée de la réaction payera cher chacune de vos victimes, et jamais une main ouvrière ne sera tendue en signe de paix à la main ensanglantée de nos oppresseurs communs. Ils ne veulent pas comprendre qu'ils entreprennent une guerrs sans issue pour eux, et s'ils veulent faire de la France un vaste cimetière, leur besogne sera longue, car les vivants afflueront de tous les côtés du monde pour leur demander compte de leurs assassinats. Frères et sœurs de Paris! L'immense enthousiasme, les sympathies chaleureuses que vous coulevez dans tous les pays parmi les travailleurs, vous prouvent en effet que votre œuvre est impérissable. Demain, frémissante de dégoût, la province se lèvera contre la réaction royaliste, laquelle. par ses hants faits doit nous rallier tous dans un sentiment de haine; elle est lente, la province, à se débarrasser des grands et petits bourreaux qui la tiennent garottee, comme à Lyon, à Saint-Etienne et à Toulouse, et qui la bombardent comme à Marseille, Bordeaux et dans d'autres villes, mais elle retrouvera son élan révolutionnaire, en comprenant que son sort à elle, tout comme à celui des travailleurs du monde entier,

se joue en ce moment sous les murs de Paris. Recevez donc, pionniers de la Révolution sociale et internationale, la reconnaissance fraternelle que nous vous envoyons, et l'assurance sincère et ferme des travailleurs que malgré toute la distance qui nous sépare géographiquement, nous sommes tous et toutes à vos côtés, et que nous consacrerons tous nos efforts à ce que le triomphe de la réaction ne puisse arriver avant la disparition

du dernier de nous. Vive la Commune de Paris! Vive la révolution des prolétaires!

Au nom de l'assemblée :

F. Candaux, Chénaz, Desborne, Dupleix, Théodore Duval, L. Garin, Guétat, Guillaumet, E.-H. Jærig, Lonchamp, L. Magnin, L. Blanc, J. Mogenet, Marguerittaz, J.-Ph. Becker, N. Outine, Pelissier, H. Perret, Ch. Perrenoud, F. Rochat, Rohr,

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

Rossetti, J. Steiner, A. Troussoff,

Vuarcher; citoyennes Marie Louvel, Nap. Perret, M. Petitpierre, M. Sattler, M. Schindler, C. Vitoux.

Nous extrayons les passages suivants du discours prononcé par M. de Bismark, à la séance

moi l'ambassadeur français qui avait mission de me présenter en peu de mots, sous forme d'ultimatum, la sommation d'abandonner Mayence à la France, faute de quoi nous devions nous attendre à une déclaration de guerre immédiate.

nous estimons fort justifiées dans les grandes communes de France, eu égard à leur passé politique, où elles n'ont rencontré qu'une liberté trèslimitée de se mouvoir, bien que les hommes d'Etat français aient cru leur offrir le maximum de liberté communale possible, ces aspirations, dis-je, apparaissent à un haut degré dans le caractère allemand des Alsaciens et des Lorrains, plus amoureux que les Français d'indépendance ind viduelle et communale, et je suis convaincu qu'à la population d'Alsace nous pourrons accorder, sur le terrain de l'administration autonome, et sans préjudice pour l'empire pris dans son ensemble, une liberté d'allure beaucoup plus considérable, liberté qui tendra vers cet idéal en vertu duquel tout individu, tout cercle restreint possède toute

dans l'Etat. Atteindre ce but, ou tout au moins s'en rapprocher le plus possible, telle est, à mon sens, la mission de toute politique raisonnable, et cette mission est beaucoup plus facile à accomplir avec les institutions allemandes sous lesquelles nous vivons, qu'elle ne saura jamais le devenir en Fran-

tion unitaire de la France.

ITALIE Le Journal de Naples annonce l'arrivée à Naples du délégré de la France à l'exposition maritime Il est parvenu une foule d'objets français qui se-ront exposés. Ils seront déposés dans le grand sa-

-La Gazzetta d'Italia annonce qu'au palais Pitti il

a été donné avis que la cour se transportera à Rome le 1er juillet prochain. Le roi prendra possession du palais Quirinal, le 5 juillet, et il retournera à Florence; il se rendra comme d'habitude en Piémont; en novembre, il rentrera à Rome. (Idem.) - A Bologne ont été répandues des proclama-

zette d'Italie.) Les Désenseurs de la République, dits turcos de la Commune, qui ont dejà eu plusieurs fois l'occasion de se rencontrer avec l'ennemi du droit

seulement parce que la conscience de l'humanité

réclame l'inauguration du règne de la justice. (Ga-

ont beso n de compléter leur effectif. Ils viennent donc s'adresser à tout ce qui est véritablement homme de cœur et dévoué à la République, en faisant savoir que les enrôlements ont lieu caserne Nationale, ex-caserne Napoléon,

Les enrôlements seront terminés dans le plus bref délai.

Fédération artistique.

la guerre et de la commission exécutive ; de plus, ce bataillon était incorporé dans la 3º légion. D'après l'avis publié dans l'Officiel du 6 mai, enjoignant aux chefs de légion et officiers de la garde nationale de refuser les cartes rouges délivrées par la Fédération pour une soi-disant exemption de service, le commandant Monplot

nous communique l'ordre suivant : « Nous, délégué de la guerre, autorisons le citoyen Monplot, commandant du bataillon de la fédération, artistique, à requérir les armes, équipement et habillement pour mettre imméd ment son bataillon sur pied de guerre, et généralement faire le nécessaire à cette organisation. « Le délégué à la guerre,

En conséquence de cet ordre, le bataillon de la Fédération artistique est convoqué pour aujourd'hui, dimanche 7 mai, à une heure, au théatre

La commission de la Fédération des artistes donne avis au public qu'elle est installée dans les bureaux de l'ex-ministère des beaux-arts, rue de

position du public.

L'Imprimeur-Gérant, A WITTERSHEIM, et C., à Paris

population nécessiteuse attend avec d'autant plus l'impatience qu'elle n'a pas eu d'ouyrage depuis huit mois, et nous devons lui donner une preuve matérielle que nous comprenons nos devoirs à son

Laissons donc de côté la question de liquidation | une copie ainsi faite des livres résoudrait la ques- | allons accorder; il faut les empêcher de jouir du | 50 fr.; je m'étonne donc qu'après l'avoir repoussé | faillirons pas à notre devoir en poursuivant tou-

sais même le droit qu'on put élever jusqu'à 80 fr. le taux de dégagement des machines et outils de travail. Après les explications fournies par le délégué

Si nous voulons faire un décret sur les engage prendre des mesures plus urgentes, plus nécessaires.

travail des femmes.

La commission du travail, en faisant son rapport, diate. Quand nous aurons réformé notre état économique, on pourra liquider cette situation; mais pour réformer l'état économique, il faut organiser

du bien à la population travailleuse de Paris. Le citoyen Jourde. Je demande à répondre à

Le citoyen président. On ne peut pas empê-cher le délégué aux finances et celui de la com-

J'ai dit que les 8 millions en question seraient payés à raison de 100,000 fr. par semaine. Cela ne faisait pas tout à fait 8 millions à donner de suite pour le travail des femmes : mais je ne refuse pas des subsides pour ce travail, puisque je disais dernièrement à Malon : Les finances auront toujours 100,000 fr. par semaine pour le travail femmes. Il me sera toujours facile de vous ouvrir un crédit. Je ne puis pas répondre mieux à Frankel. Je suis entièrement à sa disposition pour cela; mais ainsi que je l'ai dit, les 8 millions du mont-de-piété seront payés par 100,000 fr. par

Le citoyen Frankel. Je retire ma proposition puisque le citoyen Jourde s'engage non-seulement à faciliter le dégagement des objets, mais aussi à donner une certaine somme par semaine

qu'on n'aborde pas la liquidation. Si vous vouliez yous placer en face des difficultés, non-seulement d'argent, mais de travail, vous auriez l'organisation du travail et la suppression de la misère. Il faudrait envisager la possibilité de donner à ces gens qui ont besoin la satisfaction du besoin même. Si ceux qui ont mis des objets au montde-piété prouvaient qu'ils ont besoin de ces objets, on pourrait remplacer ces objets par un prêt qui leur permettrait de remplacer ces objets usés par des objets neufs. Alors vous tireriez cette grosse épine de 10,000,000 fr. qui vous embarrasse. Qu'importe que vous donniez en prêts ou e dé gagements du mont-de-piété aux personnes qui ont besoin de leurs objets. Pour arriver à dégager jusqu'à 20 fr., vous vous donnez beaucoup de peine et vous multipliez les difficultés. Envisagez donc l'organisation du travail. Dites aux personnes qui

grande que celle des monts-de-piété. Donnez aux gens la satisfaction de leurs besoins, que ce soit sous forme de prêt, sous forme

bien, pour la justice, et soyez surs que, malgré tout, on vous en sera très-reconnaissant. (Interruptions en sens divers.)

principes que nous représentons. Le citoyen Allix. Je ne sais pas comment vous envisagez la chose, mais je vous demande de me laisser exposer mon sujet en entier. Je dis que quand on a des difficultés d'argent et qu'on passe son temps à chercher toutes les combinaisons du oien, comme fait Jourde, le citoyen Varlin lui a

upprimer les 12 millions. (Bruit.) Le citoyen Arthur Arnould. La conclusion? Le citoyen Allix. Je m'en rapporte à vous pour

20 fr. Voici l'amendement que je propose :

L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Le citoyen Johannard. Dans la question des monts-de-piété, je demande que toutes les recon-naissances de 20 francs et au-dessous soient

dégager pour des sommes énormes.

réaliser.

Le citoyen président. L'assemblée demande

Un membre. Oui, mais sur le chiffre de 50 fr.

Le citoyen Serailler. Je protteste contre le

mendement ne lui est pas sympathique. renferme dans le texte. (Interruptions diverses.) Plusieurs voix. Aux voix!

trela tyrannie qui m'a empêché de parler.

Le citoyen Lefrançais. Une simple observa-

ALLEMAGNE du reichstag du 2 mai 1871 : Le 6 août 1866, j'ai vu moi-même arriver chez

Naturellement je n'ai pas hésité une seconde sur la réponse à faire. Je lui répondis : Eh bien, alors, c'est la guerre. Et il partit pour Paris avec cette réponse. Mais à Paris on se ravisa quelques jours après et l'on me donna à entendre que cette instruction avait été arrachée à l'empereur Napoléon pendant une maladie. Des aspirations à la liberté communale que

la somme de liberté compatible avec l'ordre p

ce, eu égard au caractère français et à la constitu-Je crois qu'avec la patience allemande et la bienveillance allemande, nous réussirons à rallier à nous nos compatriotes alsaciens, plus vite peut-

être qu'on ne l'espère aujourd'hui.

lon des Modèles. (Lombardia.)

tions révolutionnaires par les soins du comité cen-tral de l'Alliance républicaine. On y dit que les républicains se donnent la main non pas pour ruiner un parti en le remplaçant par un autre, mais

et de l'humanité, avec les Versaillais, en un mot,

de huit heures à onze heures, et de une heure à

La formation du bataillon artistique émanait du ministère, par autorisations spéciales du délégué à

W ROSSEL. N

Des délégués se tiennent chaque jour à la dis-